

La guerre contre la pauvreté : de la pornographie politique

Saul Alinsky



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ris/316>

Éditeur

Université libre de Bruxelles - ULB

Édition imprimée

Date de publication : 1 août 2014

Pagination : 15-24

ISSN : 0770-1055

Référence électronique

Saul Alinsky, « La guerre contre la pauvreté : de la pornographie politique », *Revue de l'Institut de Sociologie* [En ligne], 84 | 2014, mis en ligne le 02 août 2018, consulté le 24 juillet 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ris/316>

La guerre contre la pauvreté : de la pornographie politique

Saul Alinsky 1

Ce texte inédit en français de Saul Alinsky et publié en 1965 s'insère dans le contexte de la « guerre contre la pauvreté » menée par Lyndon Johnson aux États-Unis dès 1964. Cette politique, souvent considérée comme progressiste car étendant le champ de l'État social au travers de la création d'importants programmes de protection sociale, sera pourtant l'objet d'une critique acerbe d'Alinsky. En effet, l'organisateur critique les effets d'une politique qui est essentiellement pensée « par le haut » sans une réflexion sur les conditions dans lesquelles les pauvres reçoivent les politiques sociales. Il ouvre ainsi une réflexion stimulante sur les conditions de possibilité des politiques sociales.

This text of Saul Alinsky never before published in french was first printed in 1965 during the famous "war on poverty" led by of Lyndon Johnson since 1964. If this famous program is mainly considered as a progress for his expansion of the welfare state, it will be strongly criticized by Alinsky. In his view, this policy is exclusively thought "top-down" without any consideration for the way it is implemented on the poor. The work of Alinsky is here a stimulating discussion on the condition for a social policy to succeed.

Et j'entends une voix forte qui venait de la Maison Blanche et qui disait : « Enfin, la Grande Société est parvenue aux hommes. Ils vivront dans des logements décents et dans la dignité. La Grande Société éradiquera la pauvreté ; un terme sera mis à la guerre, à la discrimination, à la privation de soins de santé et au chômage car l'ordre ancien sera révolu ».

Le Nouveau Testament démocrate,
Livre de Johnson, Révélation 21:4

Et ainsi fut déclarée la guerre contre la pauvreté ; tout commença par une révélation qui marqua le début de la toute première guerre de l'histoire à être déclarée sur la base d'un budget à l'équilibre. À l'origine, il s'agissait d'un programme populaire ; qui oserait, en effet, se ranger du côté de la pauvreté ? Critiquer un programme de lutte contre la pauvreté eut été impensable 2. Au début, c'était un programme vraisemblable car indubitablement, une grande société aussi riche et puissante que la nôtre pouvait mener et gagner la guerre contre la pauvreté. Au commencement, il s'agissait d'un programme politique car l'histoire ne pouvait retenir cette période comme celle de la Grande Société tant que ses luxueux habits demeuraient doublés de pauvreté. Et parlons-en de ce programme politique !

Le programme de lutte contre la pauvreté fut officiellement lancé et loué, non sans un certain zèle sentencieux, pour la noblesse de son objet. En l'absence de changements drastiques dans son orientation, sa logique et sa gestion, le programme de lutte contre la pauvreté pourrait bel et bien devenir la plus nuisible des bourdes politiques et le plus cuisant des retours de flamme pour l'actuel gouvernement. Si un programme a jamais requis d'un gouvernement qu'il fasse preuve de combativité, affiche un esprit partisan et ne craigne pas la controverse, c'est bien le programme de lutte contre la pauvreté. Ce doit être un programme qui affirme que la pauvreté implique une privation de pouvoir ainsi qu'un dénuement économique. Nous l'avons observé dans la lutte en faveur des droits civils et de l'emploi. Nos quartiers défavorisés ne sont pas des nations étrangères avec lesquelles toute collaboration ne doit surtout jamais remettre en cause l'ordre établi. La philosophie du « corps des volontaires pour la paix » ne s'applique pas aux laissés-pour-compte de l'Amérique. Nos pauvres sont des Américains et c'est en Amérique que le défi et le changement constituent l'élan vital de la démocratie. Ce programme ne peut reposer sur une approche lisse et feutrée digne des beaux quartiers, qui rivaliserait de talent

pour esquiver la controverse et qui ne pourrait pas comprendre que la dissonance est la musique de la démocratie.

Aujourd'hui, le programme de lutte contre la pauvreté s'apparente à une énorme usine à gaz politique et la gestion des financements destinés à la lutte contre la pauvreté est régie par une forme de favoritisme politique. Ses maigres et malhabiles habits de guerre contre la pauvreté cachent mal la réalité de ce programme. L'utilisation à de telles fins de ce type de fonds suscite tout particulièrement le dégoût. Le peuple américain est prêt à accepter, dans une certaine mesure, la distance qui sépare un programme de son objet professé ainsi qu'une certaine dose de bureaucratie ruineuse. Même un peu de corruption flagrante ne choque pas les attentes ; cependant, lorsque ces pratiques sont observées dans le cadre d'un programme qui prêche haut et fort des valeurs chevaleresques³, elles ont le don de mettre en colère le public américain. Les Américains, comme le reste de l'humanité, éprouvent du mépris et de la révolte pour toute fausse piété hypocrite. Nous n'avons pas d'objection particulière à ce que le prêcheur se lance dans un sermon dénonçant les mœurs légères mais nous sommes plus réticents en apprenant que, pendant tout ce temps, il fricote avec l'organiste.

Dans toutes les villes, nous observons que les mairies trônent sur le monceau d'argent destiné à la lutte contre la pauvreté. Leurs Committees on Economic Opportunity sont infiltrés soit par leurs agents soit par des militants du parti, qui représentent plus de 50 % des membres. Ils mènent une politique d'identification des programmes qualifiés de positifs ou négatifs et passent aussi au même crible « positif/négatif » les chefs de file des quartiers. La distinction est simple. L'adjectif « positif » signifie que vous obéissez aux instructions de la mairie, qu'on peut compter sur vous pour rester dans le rang, que vous êtes quelqu'un de « responsable » (envers la mairie, bien sûr). L'adjectif négatif signifie que vous êtes une tête brûlée, que vous êtes subversif au point de penser par vous-même, que votre loyauté va, avant toute chose, aux membres de votre communauté, que vous vous comportez de façon indépendante et irrévérencieuse par rapport la mairie, voire pire, que vous êtes têtue au point de comprendre la formule « Sus à la mairie » non pas comme une inoffensive expression de résignation mais comme un cri de guerre. Vous êtes donc un élément négatif et "irresponsable". Les mêmes critères sont utilisés pour différencier les programmes.

Ces financements destinés à lutter contre la pauvreté sont ensuite utilisés pour bâillonner les militants et les groupes d'action indépendants qui se dressent pour conférer aux pauvres leur part de pouvoir. Les pauvres eux-mêmes se regroupent en organisations qui leur permettent d'occuper la place légitime qui leur revient sur la scène américaine. Ils peuvent occuper cette place de la même et seule façon que toute personne occupe ou conquiert une position de dignité et de pouvoir citoyen, non pas au travers d'une action caritative élaborée mais au prix de leurs propres efforts. Les potentiels bons meneurs (ces éléments négatifs) sont cajolés à grand renfort de récompenses, de locations d'espaces, de coups de pouce et de pressions ciblées telles que des subventions ou projets pour des « syndicats rivaux ».

Ils vont tenter d'étrangler les principaux groupements de pauvres militants et indépendants en utilisant le dernier subterfuge à la mode, j'ai nommé le « consensus ». Le consensus est un terme brandi tous azimuts par ceux qui n'y entendent rien à la politique (et dans ce groupe, on retrouve surtout des sociologues) ou par les défenseurs de l'ordre établi qui souhaitent stopper tout changement et qui redoutent le militantisme. Ils ne définissent pas le consensus comme le compromis qui résulte d'une négociation entre deux organisations de pouvoir ; cet inévitable compromis qui est le prix de la coexistence humaine. Ils ne reconnaissent pas non plus que c'est toujours le conflit qui pousse à la négociation et donc à l'obtention d'un accord ou consensus. Ils tentent d'introduire une dichotomie inexistante et artificielle entre le conflit et le consensus. Selon eux, le consensus et le conflit se définissent en des termes simples (c'est la définition toujours défendue par l'ordre établi), à savoir que si vous soutenez le statu quo, vous défendez le consensus et si vous n'êtes pas d'accord avec eux, vous personnifiez le conflit.

Ils commencent par réunir un soi-disant groupe de consensus (le consensus avec la mairie, bien sûr) qui cible tous les petits services de pacotille, chaque petite agence qui a connu des difficultés dans la communauté, des services qui non seulement n'exercent absolument

aucune incidence sur la vie des gens mais sont totalement inconnus de la population locale. Et tous ces groupuscules sont rassemblés au sein d'un comité généraliste, dans lequel la principale organisation de représentation est reléguée et est réduite à n'être qu'un groupe parmi vingt-cinq autres. En outre, toutes ces minuscules agences, pour la plupart des laquais aux ordres et à la solde d'intérêts extérieurs hostiles, sont renforcées par l'obtention de financements de lutte contre la pauvreté et du jour au lendemain, acquièrent une influence dans la communauté, purement et simplement parce qu'elles sont soudainement investies du pouvoir d'octroyer de grosses sommes d'argent. Dans le mouvement syndical, ce modus operandi bien connu porte un nom, l'antisindicalisme. La réaction habituelle d'un syndicat dans une telle manœuvre est la grève au finish. C'est une question de vie ou de mort. Cette situation peut être comparée à un champ communal, labouré et planté, où croissent de jeunes pousses d'espoir et de pouvoir indépendant qui se trouvent soudainement menacées d'être inondées par un flot délibéré et dévastateur de dollars au lieu d'être irriguées utilement grâce à « une représentation maximale et possible des pauvres par eux-mêmes ». Un journal de Chicago ironisa dans un éditorial que le mot à retenir était l'adjectif « possible » et que ce possible pouvait correspondre à n'importe quel nombre, y compris un ou zéro pauvre impliqué dans la planification et la gestion du programme de lutte contre la pauvreté. La « possibilité » devient, dès lors, une imposture. Aujourd'hui, tous les mouvements communautaires de bonne foi lancent des avis de tempête. Gare à ceux qui souhaitent acheter les pauvres.

Ensuite, le Washington Office of Economic Opportunity annonça qu'un tiers des personnes désignées à la planification et la gestion du programme de lutte contre la pauvreté seraient elles-mêmes des pauvres. La « représentation maximale possible » est, dès lors, arithmétiquement fixée à un tiers. Comme pour tant d'autres choses dans la vie qui ont belle allure, il y a anguille sous roche. La question sous-jacente est : Qui va sélectionner ce tiers-participant ? Les pauvres eux-mêmes ? Ou s'agira-t-il de spécimens de pauvreté triés sur le volet par les pouvoirs politiques en place ? La question de la sélection est au cœur du problème puisque sans y prendre garde, on peut se retrouver avec un comité composé exclusivement de « représentants des pauvres » qui ne seraient que les marionnettes de la mairie.

De la même façon, un autre ajustement récent pourrait permettre à divers groupes indépendants d'action dans les quartiers d'éluder l'establishment mayoral local et d'adresser directement leurs demandes à Washington. Cette formule sonne certes également très bien, elle devra cependant faire ses preuves. Washington va-t-elle appeler la mairie de Chicago pour la décision ultime ? Si c'est le cas, alors cet ajustement perdrait non seulement tout son sens mais aurait des effets néfastes car il soustrairait la mairie de Chicago à ses obligations.

Un autre aspect de la guerre contre la pauvreté qui mérite notre attention est le vaste réseau de sergents recevant un salaire de général. Le contraste stupéfiant entre les salaires perçus avant le déclenchement de la lutte et les sommes gagnées à présent constitue un argument de poids attestant que nulle part ailleurs dans ce grand pays qui est le nôtre, les opportunités ne sont plus prometteuses qu'auprès de l'Office of Economic Opportunity. À Chicago, le directeur de l'Office of Economic Opportunity gagne désormais 22 500 \$, une rémunération à mettre en regard de son salaire précédent avoisinant 14 000 \$. Le salaire d'un de ses plus proches collaborateurs est passé de 11 880 \$ à 16 000 \$. Les directeurs des Urban Progress Centers, sortes de mairies miniatures, empochent environ 12 490 \$ (un chiffre intéressant puisqu'il leur permet d'affirmer n'avoir que peu de salaires d'un montant équivalent ou supérieur à 12 500 \$) alors que précédemment, ils gagnaient, en moyenne, entre 8 000 \$ et 9 000 \$. Un inspecteur de police qui auparavant gagnait 7 000 \$ est devenu « conseiller en éducation en matière de crédit » (allez savoir ce qui se cache derrière ce titre) et perçoit un salaire de 10 000 \$. Les chargés de relations publiques gagnent 18 000 \$ par an alors qu'avant leurs revenus moyens avoisinaient 10 000 \$. Les relations publiques sont, après tout, un rouage essentiel de la création d'opportunités économiques. Toutes ces personnes sont celles qui apprécient véritablement, du fond du cœur, ou plutôt de leur portefeuille, la Grande Société. Dans de nombreuses villes, de farouches protestations, portées par les grands défenseurs des droits civils de la très huppée Fifth Avenue new-yorkaise ou de la Lake Shore Drive à Chicago, s'élèvent et revendiquent une représentation dans le programme de lutte contre la pauvreté. Les

mairies ne les oublient pas et créent de confortables Planning and Coordinating Committees composés de gens influents, des instances où ils pourront organiser toutes leurs conférences et rédiger des rapports qui iront directement remplir les corbeilles à papier du Committee on Economic Opportunity de monsieur le maire. C'est, selon moi, leur destination toute désignée. De quel droit la Fifth Avenue de New York ou la Lake Shore Drive peuvent-elles se prévaloir en matière de représentation des pauvres ? Et puis d'abord, que connaissent-elles de la pauvreté ?

Tout ceci s'accompagne des protestations des services sociaux ayant l'outrecuidance de s'affirmer blessés et outrés que le programme ait viré au favoritisme politique et soit géré par un personnel sans formation. Ces accusations se poursuivront jusqu'à ce que l'industrie de l'assistance sociale puisse obtenir sa part du gâteau et que tout à coup, émerge « un projet coopératif fédérant les agences privées et les autorités publiques ».

À Chicago, dans une série d'articles consacrés à la guerre contre la pauvreté, un grand quotidien révéla qu'à la suite des critiques exprimées à l'égard du programme social par un représentant élu d'une organisation de masse militante et indépendante basée dans un ghetto pauvre de Chicago, un responsable travaillant pour une agence privée d'assistance sociale avait quitté la réunion en disant : « Quelle mouche l'a piqué ? Il a probablement dû perdre tout espoir d'obtenir un financement anti-pauvreté, sinon il ne prendrait jamais le risque de parler comme ça, non ? »

De nombreux pauvres à Chicago qualifient de « mercredi noir » le jour où, en réaction aux critiques de cette organisation militante à l'encontre des mesures politiques associées au programme de lutte contre la pauvreté, cinquante soi-disant assistants sociaux prirent immédiatement l'avion pour Washington afin d'y défendre l'honneur de la mairie. S'il fallait une preuve que les intervenants sociaux ne sont rien d'autre que des proxénètes pour les pauvres, dont ils utilisent les problèmes pour s'assurer de recevoir des financements anti-pauvreté pour leurs agences, elle fut apportée ce jour-là. L'un des directeurs d'une grande agence privée d'assistance sociale à Chicago confia à un journaliste de la presse écrite : « Ouais, bon, des tas de trucs comme les Urban Progress Centers sont, au fait, directement pilotés par la mairie mais, en définitive, nous avons eu notre part (et c'était une belle part) du gâteau et après tout, on ne fait pas d'omelette sans casser des œufs. »

Le programme de lutte contre la pauvreté entrera probablement dans l'histoire comme le plus grand programme d'aide jamais déployé en faveur de l'industrie de l'assistance sociale. La corruption présente plusieurs visages et le plus repoussant est celui de la pseudo-dévotion. Le détournement des financements destinés à lutter contre la pauvreté pour payer le salaire du personnel et les frais d'exploitation par la manipulation, ici et là, du titre d'un programme afin de lui coller une nouvelle étiquette de lutte contre la pauvreté est une vieille recette. Ils seront aussi efficaces sous leur nouvelle casquette que sous l'ancienne.

À part tout cela, la guerre contre la pauvreté est devenue un gros business. Désormais, il existe des sociétés spécialisées dans la planification de la lutte contre la pauvreté ; en l'échange d'honoraires ronds, elles montent des projets anti-pauvreté et fournissent des conseils techniques en matière de programmes de lutte contre la pauvreté. Certaines sont prêtes à accompagner les dispositions spécifiques de leurs projets grâce à des paquets de formules de rééducation à la lecture et toutes sortes d'autres programmes « prêts à l'emploi » pour lutter contre la pauvreté. Washington va jusqu'à recommander aux autorités locales d'embaucher ces sociétés car elles maîtrisent le bon jargon nécessaire au montage des projets anti-pauvreté et elles peuvent même leur indiquer où trouver les pauvres.

Un certain nombre de ces sociétés sont désormais cotées en bourse et leurs titres affichent parmi les meilleurs taux de croissance du marché. La pauvreté, un investissement de premier ordre.

Autour et à l'intérieur de cette nébuleuse gravite une nouvelle espèce de parasites professionnels baptisés consultants et coordinateurs. Leur féroce appétit garantit que seules de bien maigres miettes tomberont dans l'escarcelle des pauvres.

Que faire afin d'assurer le fonctionnement d'un programme de lutte contre la pauvreté ? Avant toute chose, j'admets nourrir de sérieux doutes quant au véritable objet de tout

programme d'aide et de travail avec les pauvres tant que les pauvres ne pourront, par leur propre pouvoir d'organisation, désigner des représentants légitimes et œuvrant de bonne foi à la défense de leurs intérêts, des représentants qui, au sein des instances de programmation, pourront résolument avoir voix au chapitre dans la formulation et l'exécution des programmes. J'entends ainsi que les pauvres mobilisés disposent du pouvoir nécessaire pour remettre en question l'ordre établi afin de faire émerger un programme véritablement probant et décent de lutte contre la pauvreté. Après tout, le déclencheur du changement est, en règle générale, la menace puisque si rien ne change, le pire est à venir. L'histoire nous apprend que les bonnes actions sont rarement accomplies pour les bonnes raisons. Un programme de lutte contre la pauvreté est donc rarement porté par un élan moral. Tout est toujours accompli pour d'autres raisons politiques. Un des nombreux exemples à citer serait notre actuel programme mondial de lutte contre la pauvreté, baptisé Foreign Aid. Si avant la Seconde Guerre mondiale, quelqu'un avait suggéré l'utilisation des recettes fiscales américaines pour sauver les Indous de la faim ou combattre la famine et les fléaux en Afrique, en Asie ou ailleurs, il aurait été suspecté de s'être échappé de l'asile. « Quoi ? Dépenser l'argent du contribuable américain pour aider des étrangers ? » Il est vrai qu'à chaque épidémie ou catastrophe naturelle frappant l'Afrique, l'Asie, l'Amérique du Sud ou tout autre lieu en dehors des frontières des États-Unis, nous avons coutume d'envoyer un bateau de la Croix Rouge chargé de médicaments et de victuailles plutôt que de mettre en place un programme étendu d'aide à long terme.

La seule raison qui explique que nous nous soyons embarqués dans un programme mondial de lutte contre la pauvreté ou dans le programme Foreign Aid est qu'après la Seconde Guerre mondiale, nous étions menacés par les Russes sur l'échiquier politique mondial. À l'instar des Russes, nous tentions désespérément de rallier tous les autres pays à nos côtés et ainsi naquit le programme Foreign Aid. Cependant, sa genèse ne s'inspira d'aucun précepte moral mais d'une urgence politique face à la menace. Qu'importe si aujourd'hui, par un quelconque miracle, se produit une soudaine embellie dans le ciel tendu des relations entre Moscou, Pékin et Washington, je pense que nous poursuivrons notre politique de Foreign Aid, sous une forme probablement allégée puisqu'elle fait désormais partie de notre code moral. Toutefois, nous ne devrions pas oublier qu'elle n'a pas été lancée pour cette raison.

Par conséquent, compte tenu des circonstances actuelles, un programme de lutte contre la pauvreté fondé sur un élan moral ne profitera pas de la dynamique générée par la menace. En attendant, que faire ? Il n'existe qu'une seule façon de siphonner les financements du fédéral pour qu'ils percolent vers les pauvres, vers de véritables programmes publics d'action pour les quartiers qui sont, avec tant de désinvolture, qualifiés de programmes officiels. Cela impliquerait obligatoirement de contourner les autorités locales ou les mairies. Les représentants fédéraux spécialement formés qui adhèrent à l'esprit d'indépendance et ont foi en ce credo démocratique plutôt que dans le colonialisme social de l'industrie de l'assistance sociale ou de la mairie devraient ainsi être envoyés dans les quartiers avec les objectifs suivants : lorsqu'ils rencontrent une communauté de pauvres qui sont regroupés au sein d'une organisation militante indépendante telle que T.W.O. à Woodlawn, ils devront reconnaître et respecter cette organisation et élaborer des programmes avec et au travers de cette organisation. Lorsque ces agents fédéraux rencontrent une communauté qui n'est pas mobilisée dans une organisation, ils devront, avant toute chose, chercher ces meneurs essentiels, ces chefs de file désignés par une part substantielle de la collectivité comme des leaders et des porte-parole. Ils devront ensuite encourager le rassemblement des sources de pouvoir de la communauté lors de rencontres de quartier ou de rassemblement de masse qui seront l'occasion d'élire les représentants temporaires qui contribueront à l'élaboration de ce programme de lutte contre la pauvreté qui, selon eux, répondra le mieux à leurs besoins. Dans leurs recherches afin de trouver les chefs de file et les centres de pouvoir, ces agents fédéraux ne devront pas adopter le point de vue de la mairie.

La pauvreté, c'est non seulement manquer d'argent mais aussi être privé de pouvoir. Dans le Mississipi, un noir dont la situation économique est stable est pauvre malgré tout. Lorsque vous vivez dans une société où la pauvreté et le pouvoir vous privent d'une protection égale, d'un traitement égal devant les tribunaux, d'une participation égale à la vie économique et

sociale, alors vous êtes pauvre. L'argent n'a de sens que par ce qu'il permet d'acheter et par l'usage qui en est fait. Dès lors, un programme de lutte contre la pauvreté doit reconnaître que ses mesures ne doivent pas seulement viser la misère économique mais aussi la faiblesse politique.

Fondamentalement, notre problème nous ramène à la question centrale posée dans Le Fédéraliste 4, à savoir, peut-on, oui ou non, faire confiance au peuple ? Si nous acceptons le point de vue de Madison et Monroe, alors toute la philosophie du programme de lutte contre la pauvreté doit suivre le concept d'un travail avec les pauvres servant à les inclure politiquement dans l'organe démocratique, de façon à engendrer, parmi les résultats du programme de lutte contre la pauvreté, un renforcement du pouvoir parmi nos pauvres et de façon à faire accepter plutôt que craindre ce renforcement du pouvoir parmi nos pauvres. Comme pour de nombreux autres programmes du gouvernement, cette question est au cœur du débat.

Dans une précédente prise de position, je soulignais que l'annonce d'une politique ou d'un programme par l'autorité dans une société libre est toujours flanquée, en avant-propos comme en conclusion, d'une reconnaissance de la primauté du peuple. Cette profession de foi politique précédant et concluant toute annonce est déclinée dans différentes variations de la formule « du, par et pour le peuple ». Alors que pour de nombreux gardiens des politiques et de l'autorité, cette salutation à l'adresse du peuple constitue un rite civil, la réalité de la pratique ne permet pas à cette formule de rester longtemps lettre morte. Dépourvu de l'assentiment, de l'appui ou de la participation du peuple, aucun programme ou projet politique n'est promis à un long avenir. Lors de leur annonce, ces initiatives peuvent, certes, être décrites comme de puissantes locomotives lancées à plein régime mais des déraillements soudains se produisent. L'histoire de notre pays est jalonnée de telles mésaventures.

En l'état, le programme de lutte contre la pauvreté est une macabre mascarade, dont les masques se déforment pour prendre le visage hideux d'une pornographie politique.

NOTES

1. Article rédigé pour l'Institute for Policy Studies de Washington D.C., le 26 mai 1965. Des extraits furent présentés à New York, le 18 mars 1965 lors de la 42e réunion annuelle de l'American Orthopsychiatric Association, Inc., section Pauvreté.

2. Note de la traductrice : traduction volontairement très neutre. La formule originale « against Mother » fait référence aux propos de Norman Bates, le personnage du film Psychose. Critiquer, contredire sa mère lui était « impensable ».

3. Note de la traductrice : la formulation originale fait référence à sir Galahad, chevalier tout droit venu des légendes arthuriennes et célèbre pour sa vertu et sa pureté.

4. Note de la traductrice : Le Fédéraliste (Federalist Papers) est un recueil d'articles rédigés, dans les années 1780, par Madison, Hamilton et Jay en vue de la promotion de la nouvelle constitution des États-Unis.